

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 03360 Numéro SIREN : 403 916 497 Nom ou dénomination : 3 CS
--

Ce dépôt a été enregistré le 19/11/2021 sous le numéro de dépôt 136063



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	6 807	6 807		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	5 187	5 187		378
Installations techniques, matériel, outillage	21 040	17 897	3 144	6 173
Autres immobilisations corporelles	438 887	220 504	218 383	226 424
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	42 939		42 939	40 749
ACTIF IMMOBILISE	514 861	250 395	264 466	273 723
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 588		4 588	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	115 853	66 288	49 565	15 994
Autres créances	97 802		97 802	223 037
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	24 148		24 148	61 458
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	242 392	66 288	176 103	300 489
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	757 252	316 684	440 569	574 212

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 15 245)	15 245	15 245
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 524	1 524
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	384 659	337 677
Report à nouveau	-156 123	-156 123
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-167 068	46 982
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	78 237	245 306
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTE FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37 926	70 650
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTE D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	70 639	64 453
Dettes fiscales et sociales	63 693	32 922
DETTE DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 650	
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	185 424	160 882
DETTE	362 332	328 906
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	440 569	574 212

Certifiés Conformés



Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	924 745		924 745	862 721
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	924 745		924 745	862 721
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			2	208
PRODUITS D'EXPLOITATION			924 746	862 929
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			20	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			737 277	598 366
Impôts, taxes et versements assimilés			10 437	11 373
Salaires et traitements			176 110	149 475
Charges sociales			44 139	27 646
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			45 840	42 691
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			66 288	
Dotations aux provisions				
Autres charges			69	2 130
CHARGES D'EXPLOITATION			1 080 179	831 680
RESULTAT D'EXPLOITATION			-155 433	31 249
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 749	4 355
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 749	4 355
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 413	2 419
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 413	2 419
RESULTAT FINANCIER			336	1 936
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-155 097	33 185

Certifiés Conformés



Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		21 229
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		21 229
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 972	7 432
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	11 972	7 432
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-11 972	13 797
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	927 495	888 513
TOTAL DES CHARGES	1 094 564	841 531
BENEFICE OU PERTE	-167 068	46 982

Certifiés Conformés



3CS

Société par actions simplifiée au capital de 15.244,90 euros
Siège social : 16, rue Louis Braille, 75012 Paris
403 916 497 RCS Paris

(La « **Société** »)

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE EN DATE DU 30 JUIN 2020

DEUXIÈME DÉCISION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion établi par le président, approuve la proposition du président et décide d'affecter la perte nette comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à (167.068,46) euros en totalité au compte « Autres réserves », de la façon suivante :

- Perte de l'exercice	(167.068,46) €
- Imputation sur le compte « Autres réserves »	384.659,14 €
- Solde du compte « Autres réserves »	217.590,68 €

Du fait de cette affectation, les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2019 s'élèvent à un montant de 78.237,07 euros.

[...]

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

Certifié conforme par le Président



Le Président
Fitness Management
Par B&S Fitness Consult
Par M. Bertrand Bonelli

3CS

Société par Actions Simplifiée

16, rue Louis Braille

75012 PARIS

RCS PARIS 403 916 497

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos au 31 décembre 2019

Exelmans

Société d'expertise comptable inscrite au tableau
de l'ordre de Paris - Ile de France.

Société de commissariat aux comptes membre
de la compagnie régionale de Paris.

Exelmans Audit & Conseil - 21, rue de Téhéran - 75008 Paris - Tél. : 01 45 20 20 23 - Fax : 01 45 20 20 27
RCS Paris B 482 026 739 - code APE 6920Z - TVA n° FR 584 820 267 39.

3CS

Société par Actions Simplifiée
16, rue Louis Braille
75012 PARIS
RCS PARIS 403 916 497

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos au 31 décembre 2019

À l'associé unique de la société 3CS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 3CS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 15 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi volontairement par le Président en date du 15 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique, à l'exception de l'information concernant les délais de paiement.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou

non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 22 juin 2020

Le commissaire aux comptes
Exelmans Audit & Conseil

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphane Dahan', enclosed within a large, loopy, oval-shaped flourish.

Stéphane Dahan

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	6 807	6 807		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	5 187	5 187		378
Installations techniques, matériel, outillage	21 040	17 897	3 144	6 173
Autres immobilisations corporelles	438 887	220 504	218 383	226 424
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	42 939		42 939	40 749
ACTIF IMMOBILISE	514 861	250 395	264 466	273 723
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 588		4 588	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	115 853	66 288	49 565	15 994
Autres créances	97 802		97 802	223 037
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	24 148		24 148	61 458
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	242 392	66 288	176 103	300 489
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	757 252	316 684	440 569	574 212

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 15 245)	15 245	15 245
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 524	1 524
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	384 659	337 677
Report à nouveau	-156 123	-156 123
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-167 068	46 982
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	78 237	245 306
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37 926	70 650
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	70 639	64 453
Dettes fiscales et sociales	63 693	32 922
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 650	
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	185 424	160 882
DETTES	362 332	328 906
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	440 569	574 212

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	924 745		924 745	862 721
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	924 745		924 745	862 721
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			2	208
PRODUITS D'EXPLOITATION			924 746	862 929
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			20	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			737 277	598 366
Impôts, taxes et versements assimilés			10 437	11 373
Salaires et traitements			176 110	149 475
Charges sociales			44 139	27 646
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			45 840	42 691
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			66 288	
Dotations aux provisions				
Autres charges			69	2 130
CHARGES D'EXPLOITATION			1 080 179	831 680
RESULTAT D'EXPLOITATION			-155 433	31 249
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 749	4 355
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 749	4 355
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 413	2 419
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 413	2 419
RESULTAT FINANCIER			336	1 936
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-155 097	33 185

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		21 229
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		21 229
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 972	7 432
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	11 972	7 432
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-11 972	13 797
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	927 495	888 513
TOTAL DES CHARGES	1 094 564	841 531
BENEFICE OU PERTE	-167 068	46 982

Annexes

REGLES GENERALES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07 du 26 décembre 2018 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

AMORTISSEMENTS

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissements dérogatoires.

FONDS COMMERCIAUX

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps.

Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti / coût unitaire moyen pondéré.
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêt de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019.

Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

En raison de la nature de son activité, l'entreprise a dû fermer son établissement en date du 17/03/2020 au 22/06/2020 et par conséquence n'a pas généré de chiffre d'affaires pendant la période de fermeture.

Le groupe des Cercle de la Forme a bénéficié d'un PGE d'un montant total de 5.500.000 € et a pu bénéficier du dispositif exceptionnel lié au chômage partiel.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

La société appartient, depuis le 1er janvier 2018, au groupe fiscal intégré dont la tête de groupe est la holding « Fitness Management ».

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 807		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 187		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	21 040		
Installations générales, agenc., aménag.	401 420		34 393
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 074		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	430 722		34 393
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	40 749		2 190
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	40 749		2 190
TOTAL GENERAL	478 277		36 583

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			6 807	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			5 187	
Installations techn., matériel et outillages ind.			21 040	
Installations générales, agencements divers			435 814	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			3 074	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			465 115	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			42 939	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			42 939	
TOTAL GENERAL			514 861	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 807			6 807
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 810	378		5 187
Installations techniques, matériel et outillage industriels	14 868	3 029		17 897
Installations générales, agenc. et aménag. divers	176 072	41 820		217 892
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 998	614		2 612
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	197 748	45 840		243 588
TOTAL GENERAL	204 555	45 840		250 395

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
		66 288		66 288
DEPRECIATIONS		66 288		66 288
TOTAL GENERAL		66 288		66 288
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice		66 288		

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	42 939		42 939
Clients douteux ou litigieux	79 546	79 546	
Autres créances clients	36 307	36 307	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	17 032	17 032	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	80 769	80 769	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	256 594	213 655	42 939
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	37 926	27 773	10 154	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	70 639	70 639		
Personnel et comptes rattachés	26 049	26 049		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 934	12 934		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	19 315	19 315		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	5 395	5 395		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	4 650	4 650		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	185 424	185 424		
TOTAL GENERAL	362 332	352 178	10 154	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	32 724			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DÉTAIL DES CHARGES À PAYER

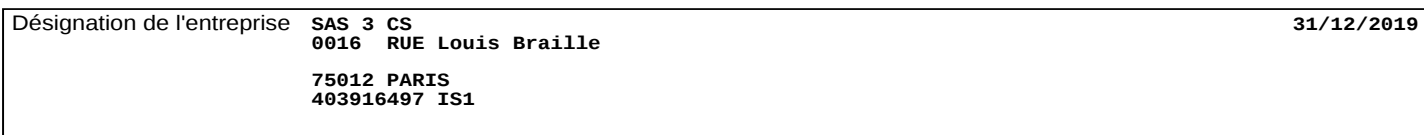
CA18CHAPAY



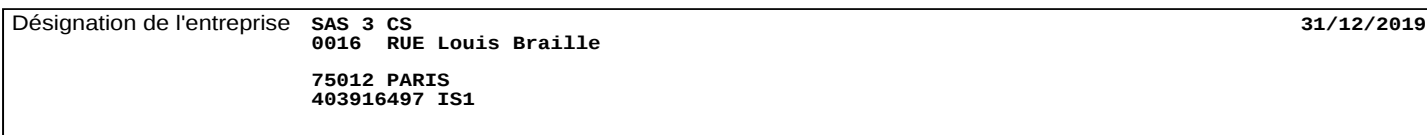
Désignation de l'entreprise	SAS 3 CS 0016 RUE Louis Braille 75012 PARIS 403916497 IS1	31/12/2019
-----------------------------	--	------------

[illegible]

CA17PROREC

[illegible]

CA20CHAAVA

[illegible]

DÉTAIL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

CA21PROAVA

Désignation de l'entreprise	SAS 3 CS 0016 RUE Louis Braille 75012 PARIS 403916497 IS1	31/12/2019
-----------------------------	--	------------

[illegible]

11

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

DGFIP N° 2058-C 2020

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS 3 CS										Néant ☐ *			
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC	(156 123)	AFFECTATIONS	Affectations aux réserves { - Réserve légale	ZB							
					- Autres réserves	ZD	46 981						
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	46 981		Dividendes	ZE							
	Prélèvements sur les réserves	ØE			Autres répartitions	ZF							
	TOTAL I	ØF	(109 141)		Report à nouveau (N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II)	ZG	(156 123)						
					TOTAL II	ZH	(109 141)						
RENSEIGNEMENTS DIVERS										Exercice N :		Exercice N - 1 :	
ENGAGEMENTS	— Engagements de crédit-bail mobilier (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail			J7	214 384	YQ	24 014	14 877					
	— Engagements de crédit-bail immobilier					YR							
	— Effets portés à l'escompte et non échus					YS							
DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	— Sous-traitance					YT	78 805	80 131					
	— Locations, charges locatives (dont montant des loyers des biens pris et de copropriété en location pour une durée > 6 mois			J8	186 340	XQ	200 957	193 747					
	— Personnel extérieur à l'entreprise					YU							
	— Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)					SS	322 435	162 726					
	— Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages					YV							
	— Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles			ES		ST	135 078	161 759					
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052					ZJ	737 276	598 365					
	— Taxe professionnelle *, CFE, CVAE					YW	7 599	5 800					
	— Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers			ZS		9Z	2 837	5 573					
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052					YX	10 436	11 373					
T.V.A.	— Montant de la T.V.A. collectée					YY	189 063	138 574					
	— Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations					YZ	125 087	105 679					
DIVERS	— Montant brut des salaires *					ØB	169 988						
	— Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *					ØS							
	— Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *					ZK	1.34	%	1.47	%			
	— Numéro du centre de gestion agréé *			XP		— Filiales et participations: (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI)		Si oui cocher 1 Sinon 0		ZR	0		
	— Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice					RG							
	— Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217octies					RH							
RÉGIME DE GROUPE *	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.		JA	(167 068)	Plus-values à 15%	JK		Plus-values à 0%	JL				
					Plus-values à 19%	JM		Imputations	JC				
	Groupe : résultat d'ensemble.		JD	(3 964 239)	Plus-values à 15%	JN		Plus-values à 0%	JO				
					Plus-values à 19%	JP		Imputations	JF				
	Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale		JH	2	N° SIRET de la société mère du groupe	JJ	8 3 0 2 1 7 9 6 4						

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

17

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFIP N° 2059-F

2020

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'ann. III au CGI)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1
1 (1)

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE

31122019

N° SIRET

4 0 3 9 1 6 4 9 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

SAS 3 CS

ADRESSE (voie)

0016 Rue Louis Braille

CODE POSTAL

75012

VILLE

PARIS

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1	1	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	1 000
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2		Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)
Nom marital % de détention Nb de parts ou actions
Naissance : Date N° Département Commune Pays
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)
Nom marital % de détention Nb de parts ou actions
Naissance : Date N° Département Commune Pays
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032